RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 10934
Numéro SIREN : 879 048 700
Nom ou dénomination : 1 2 3 BIZ

Ce dépôt a été enregistré le 19/11/2019 sous le numéro de dépôt 74096

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre

Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 19/11/2019

Numéro de dépôt : 2019/74096

Type d'acte : Liste des souscripteurs

Déposant :

Nom/dénomination : 1 2 3 BIZ

Forme juridique : Société par actions simplifiée à associé unique

N° SIREN : 879 048 700

N° gestion : 2019 B 10934

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

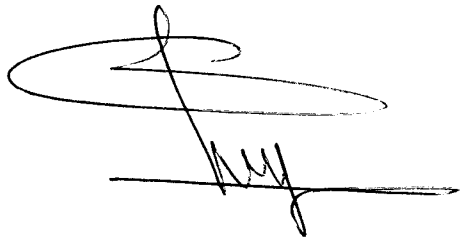
123BIZ
56 Bis Avenue A Briand
92120 Montrouge
SAS à Associé unique

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

	Nombre d'actions souscrites	Montant total des souscriptions	Montant des versements effectués (Apport)
DE JAEGER Jean Michel demeurant 56 B Ave A Briand à Montrouge (92120)	1000	1000	1000
TOTAL	1000	1000	1000

Certifié exact et sincère et véritable par Monsieur Jean Michel DE JAEGER Pr
Société 123BIZ , SAS à Associé unique en cours de formation.

En deux exemplaires



30/10

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

Greffe du tribunal de commerce de Nanterre

Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 19/11/2019

Numéro de dépôt : 2019/74096

Type d'acte : Statuts constitutifs

Déposant :

Nom/dénomination : 1 2 3 BIZ

Forme juridique : Société par actions simplifiée à associé unique

N° SIREN : 879 048 700

N° gestion : 2019 B 10934

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

GREFFE TRIBUNA
COMMERCE DE NAN
19 NOV. 201
DEPOT N° 7

SASU

123BIZ

STATUTS

Le soussigné

- Mr Jean Michel DE JAEGER , né le 9 Octobre 1955 à Aulnay sous bois (93) demeurant 56 I
Aristide Briand 92120 Montrouge

A établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée.

Article 1er – Forme

Il est institué, entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui pourront
suite, une société par actions simplifiée. Elle est régie par les présents statuts et par les dispositi
des articles L. 227-1 à L. 227-20 du code de commerce et les autres articles du code de commer
23 mars 1967 qui lui sont applicables, et d'une façon générale, tout texte qui s'y substituerait.
Il est expressément précisé que la société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne com
associé personne physique ou personne morale.

Article 2 - Objet.

La société a pour objet :

- Conseil aux entreprises en matière de gestion , Formation , maitrise d'ouvrage et mai
tous projets

Ces activités pouvant être exercées directement ou indirectement et notamment par voie de créa
établissements, d'apport, de prise en location-gérance,
Et d'une manière plus générale, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouv
directement ou indirectement à l'objet de la société ou à des objets connexes et susceptibles d'e
développement ou la réalisation.
La société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 3 – Dénomination

La société a pour dénomination 123BIZ
Sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, il sera indiqué
sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots " société par actions simplifiée " ou des
de l'énonciation du capital social ; ces mentions seront également portées sur les courriers élec
aux tiers..

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE E
L'ENREGISTREMENT
VANVES 2
Le 30/10/2019 Dossier 2019 00090138, référence 9224P02
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
Le Comptable des finances publiques

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

6-2 - ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur Jean-Michel DE JAEGER est propriétaire du fonds pour l'avoir créé et exploité sa
depuis le 10 Août 2006.

6-3 - PROPRIETE - JOUISSANCE

La SASU 123BIZ sera propriétaire des éléments du fonds apporté et titulaire de tous
les droits y attachés à compter du 1er novembre 2019. Elle en aura la jouissance à comp
même jour.

Il est expressément convenu que toutes les opérations actives et passives effectuées à co
1er novembre 2019 seront réputées faite pour le compte de la Société qui sera substituée p
et simplement à cet égard à l'Apporteur.

6-4 - DROIT AU BAIL COMMERCIAL

Monsieur Jean Michel DE JAEGER a domicilié son activité libérale à son domicile

La SASU 123BIZ sera domiciliée au domicile de son Président Monsieur Jean Michel DE J
application de l'Article L123-11-1 du Code de Commerce (cf Annexe 1 Attestation de domi

- *Désignation:*
  Néant
- *Destination:*
  Néant
- *Durée:*
  Néant
- *Conditions particulières: NEANT*
- *Loyer - Indexation:*
  Néant
- *Dépôt de garantie: Néant*
- *Cession / Sous location:*

6-5 - MARCHANDISES

Néant.

6-6 - CHARGES ET CONDITIONS

Cet apport est fait sous les charges et conditions que la Société et l'Apporteur seront, chac
qui le concerne tenus d'exécuter.

1. Engagements de la Société bénéficiaire:

La Société prendra le fond apporté dans son état actuel, sans pouvoir exercer de recours
aucune indemnité à l'Apporteur de ce chef.

Elle acquittera, à compter du 1 er novembre 2019 les contributions, impôts et taxes, ainsi q
autres charges auxquels pourra donner lieu l'exploitation du fond en sa qualité de propriét

Elle remboursera ceux déjà acquittés ou à acquitter par l'Apporteur jusqu'au 31 octobre 20
condition qu'ils ne soient pas strictement personnels et non récupérables conventionnellen

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

Article 4 - Siège social

Le siège de la société est fixé à : 56 Bis Avenue Aristide Briand à Montrouge (92120)
Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe
président. Tout transfert en un autre lieu du territoire français sera pris par décision collective de
les formes prévues à l'article 17.

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du comme
sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 – Apports

6-1 - DESIGNATION DE L'APPORT

Par les présentes, Monsieur Jean Michel DE JAEGER apporte, sous les garanties ordinair
droit les plus étendues en pareille matière et dans les termes et conditions ci-après stipulé
SASU 123BIZ qui accepte, les divers éléments et droits ci-après désignés provenant
du fonds libéral de Conseil pour les affaires , formation et autres conseils de gestion sis
Montrouge (92120) – 56 B Avenue Aristide Briand, qui est immatriculé sous le numéro S
491.444.410.00014, avec pour code NAF 7022Z.

Ledit fonds comprend:

o *Les éléments incorporels:*

- Le nom commercial, l'enseigne « DE JAEGER Jean Michel ; 123BIZ », la clientèle et l
attachés;

- Le droit au transfert de la ligne du téléphone 06..... et de l'adresse mail :
jmdejaeger@yhoo.fr, sous réserve de l'accord de l'opérateur, les frais de transfert
éventuels étant à la charge de la Société;

- Le droit, pour le temps qui en reste à courir à compter du jour de l'entrée en jouissance ci
fixé, au bail du local dans lequel le fonds est exploité et ci-après relaté.

L'ensemble de ces éléments incorporels est évalué à
CENT MILLE EUROS, ci .....

o Les *éléments corporels:*

- Le matériel et. outillage, les agencements et aménagements,
nécessaires à l'exploitation du fonds, dont la liste figure en *annexe* 1, .

L'ensemble de ces éléments corporels est évalué à
TRENTE MILLE DEUX CENTS EUROS, ci ..... , ...

TOTAL DES ELEMENTS D'ACTIF APPORTES:
CENT MILLE EUROS, ci

Tel que ledit fonds existe, avec tous ses éléments corporels et incorporels sans aucune e
réserve.

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

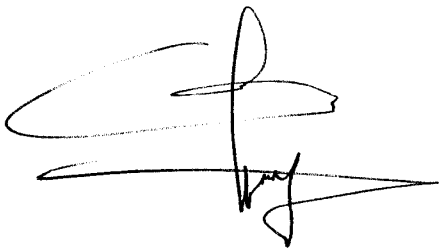
ELEMENTS CORPORELS APPORTES

JM DE JAEGER A SAS 123BIZ

MEUBLES

ORDINATEUR

Ecran



Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

Elle exécutera, à compter du 1 er novembre 2019, tous les abonnements divers et téléphone contrats attachés à l'exploitation du fond (y compris les contrats d'assurance).

Elle remboursera à l'Apporteur le montant des primes, cotisations, loyers et redevances dus de ces abonnements et contrats et acquittés d'avance par l'Apporteur.
Elle continuera les contrats en cours et les assurances concernant le fond apporté ains abonnements, traités, marchés et accords relatifs à l'exploitation du fond apporté, dans l obligations desquels elle sera subrogée.

2. Engagements de l'Apporteur :

L'Apporteur prendra à sa charge les impôts sur les bénéfices dus au titre de son entrep individuelle jusqu'à la date du 31 octobre 2019 ainsi que les impôts dus sur les plus-val résulter du présent apport.

L'Apporteur s'engage à remettre à la Société bénéficiaire la totalité des actes et docum possession concernant le fond apporté.

6-7 - DECLARATIONS

L'Apporteur fait les déclarations suivantes:

1, Chiffres d'affaires et résultats:

- que le chiffre d'affaires réalisé pendant les trois derniers exercices se rapportant à l'exploi fonds apportés, objet des présentes, ainsi que les résultats comptables obtenus pendant période se sont élevés à :

Exercices sociaux	Chiffre d'Affaires H.T.	Résu d'explo
du 01/01/2016 au 31/12/2016	80.232 €	+16.7
du 01/01/2017 au 31/12/2017	52.984 €	+14.4
du 01/01/2018 au 31/12/2018	110.511 €	+52.7

L'Apporteur déclare que le chiffre d'affaires hors taxes réalisé pour la période du 1 er ja 31 octobre 2019 s'élève à 104.029 €.

2. Inscriptions:

- que ledit fonds n'est grevé d'aucune inscription de privilèges et de nantissements ainsi qu d'un état récapitulatif des inscriptions délivré le xx octobre 2019 par le Greffe du Tribuna Commerce de Nanterre ***(annexe 4)***,

L'Apporteur s'engage, au cas où il s'en révèlerait ultérieurement, à en rapporter les ma certificats de radiation dans les trois mois des présentes.

3. Autres déclarations:

L'Apporteur déclare en outre:

- o avoir la libre disposition du fonds et de tous les éléments le composant dont aucun susceptible de l'être;
- o que rien dans sa situation juridique ne s'oppose à la libre disposition du fonds appo jouissance paisible par la Société 123BIZ ;

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

- ne jamais avoir été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessation paiements;

- ne pas être actuellement et ne pas être susceptible d'être l'objet de poursuite pouvant en confiscation de ses biens.

6-8 - DROIT DE PREEMPTION DE LA COMMUNE

NEANT).

6-9 - REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport désigné ci-dessus évalué à **CENT MILLE EUROS (100000 €)**, il est attribué à Monsieur Jean Michel DE JAEGER, **MILLE PARTS (1000) Acti** d'une valeur nominale de **CENT EUROS (100 €)** chacune, entièrement libérées.

Monsieur Jean Michel DE JAEGER exerçant son activité professionnelle en nom propre ava constitution
de la Société, y compris sous le régime prévu aux articles L. 526-6 à L. 526-21 du Code de Commerce, et apportant des éléments qui figuraient dans le bilan de son dernier exercice, l' a été effectuée sans le concours d'un commissaire aux apports, conformément aux disposit l'alinéa 6 de l'article L. 227-1 du Code de Commerce.

6-10 - DECLARATIONS FISCALES

- Monsieur Jean Michel DE JAEGER, en son nom personnel et es-qualité d'associé de la S bénéficiaire, déclarent opter pour le régime spécial des plus-values prévu par l'article 15 Code Général des Impôts.

  L'imposition de la plus-value nette à long terme réalisée sur l'apport des éléments non amortissables est reportée jusqu'au moment où interviendra la cession à titre onéreux d sociaux reçus en rémunération de l'apport, le rachat de ces droits par la Société ou la ce la Société des biens concernés. Ce report d'imposition est subordonné à la production p l'Apporteur d'un état qu'il joindra à la déclaration de revenus souscrite au titre de l'année de laquelle l'apport a été réalisé.

  La plus-value dégagée sur l'apport des éléments amortissables sera imposée au nom d Société bénéficiaire de l'apport par réintégration dans ses bénéfices imposables selon le dispositions prévues au paragraphe 3-d de l'article 210 A du Code Général des Impôts.

  Conformément aux dispositions de l'article 54 septies du CGI, la société s'engage à join déclaration de résultat un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant ap pour chaque nature d'éléments les renseignements nécessaires au calcul du résultat im la cession ultérieure des éléments considérés.

  Conformément à l'article 54 septies, II du même code, les plus-values sur éléments d'ac amortissables seront inscrites sur un registre créé à cet effet.

- La Société s'engage à soumettre à la TVA les cessions ultérieures de biens mobiliers d'investissement et des marchandises neuves compris dans l'apport et à procéder, le ca aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'Annexe II du Code Général des auraient été exigibles si l'Apporteur avait continué à utiliser ces biens.

- Pour ce qui concerne l'enregistrement du présent acte, Monsieur Jean Michel DE JAEG l'engagement exprès de conserver pendant trois ans les Actions remises en contrepartie leur apport afin que seul le droit fixe de 375 € soit exigible sur ledit apport.

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

Article 7 - Capital social

Le capital de la société est fixé à la somme de 100000 €, divisé en 1000 actions de 100 € entièrement libérées et attribuées :

- Monsieur Jean Michel DE JAEGER 1000 Actions de 1

Article 8 - Modification du capital

Augmentation du capital

Le capital social est augmenté en cours de vie sociale soit par émission d'actions ordinaires à nominale ou à leur montant majoré d'une prime, soit par majoration du montant nominal des titr existants. Dans ce dernier cas l'augmentation de capital n'est décidée qu'avec le consentement ur associés sauf l'élévation du nominal est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou prim

Les augmentations par voie d'apport en nature donnent lieu à la désignation d'un ou plusieurs co apports par décision de justice. Les associés apporteurs ne prennent pas part au vote sur l'évalua

Les dispositions de l'article L. 225-147 du code de commerce s'appliquent.

S'agissant des augmentations de capital en numéraire les dispositions ci-après s'appliquent.

Aucune souscription publique ne pourra être ouverte. Le capital doit être intégralement libéré av émission d'actions nouvelles à libérer en numéraire.

Les associés ont proportionnellement au montant de leurs actions un droit de préférence à la sou actions de numéraire ordinaire ou de préférence émises pour réaliser l'augmentation de capital c

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription en tout associés peuvent par une décision collective supprimer ce droit préférentiel de souscription en t les associés peuvent, de même dans le cadre d'une résolution spéciale, réserver l'augmentation d ou plusieurs personnes nommément désignées ou catégories de personnes répondant à des carac déterminées.

L'émission d'actions par voie d'augmentation de capital aura lieu dans les conditions prévues pa 225-129 à L. 225-129-6 du code de commerce compatibles avec les modalités de prise de décisi SAS et qui sont retenues par les présents statuts. À cet égard, il est précisé que la collectivité de prendra les décisions dans les conditions prévues aux articles 17 et 18 des statuts sans être tenu assemblée générale extraordinaire prévue par les textes du code de commerce.

Les rapports imposés par les textes seront établis par le président ou le directeur général ou les de la délégation de compétence et par les commissaires aux comptes.

Si la collectivité des associés décide de déléguer soit sa compétence pour décider l'augmentation pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser cette délégation qui interviendra dans les limites prév aura lieu au profit du président .

Les personnes non associées qui souscrivent à une augmentation de capital doivent être agréées l'augmentation de capital leur est réservée.

Lors de toute décision d'augmentation du capital par apport en numéraire, sauf si elle résulte d'u préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, les associés devront se prononcer sur résolution tendant à la réalisation d'une augmentation de capital au profit des salariés en applica dispositions de l'article L. 225-129-6 du code de commerce.

Réduction de capital

Le capital social peut être réduit par une décision collective des associés dans les cas et aux con par le code de commerce ; les associés peuvent déléguer tous pouvoirs au président, à l'effet réduction de capital décidée. La décision des associés sera prise dans les conditions prévues aux présents statuts.

Amortissement du capital

Les associés sur le rapport du président peuvent décider dans les conditions prévues par l'artic statuts, d'amortir totalement ou partiellement le capital social et substituer aux actions de capita partiellement ou totalement amorties.

Article 9 - Libération des actions

Le montant des actions à souscrire en numéraire est payable au siège social ou aux caisses désig savoir lors de la constitution, la moitié au moins et lors des augmentations de capital, un quart a souscription et, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission ; le solde restant à verser est a

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

président aux conditions et modalités qu'il fixera, sans que la libération intégrale des actions puis
délai maximal de cinq ans.
Les appels de fonds sont effectués par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à c
actionnaire, trente jours au moins à l'avance. La libération peut être faite par compensation avec
liquides et exigibles sur la société.
À défaut par l'actionnaire de se libérer aux époques fixées par le président, les sommes exigibles
des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la société au taux de l'inté
compter de l'expiration du mois qui suit la date de l'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demar
d'une mise en demeure. De plus, pour obtenir le versement desdites sommes, la société dispose d
d'exécution, du recours en garantie et des sanctions prévues par les articles L. 228-27 à L. 228-2
commerce. Ainsi l'actionnaire qui ne se sera pas exécuté après une mise en demeure sera-t-il priv
vote.
Par ailleurs, à défaut de procéder dans le délai légal aux appels de fonds, tout intéressé peut mett
procédure d'injonction de faire prévue à l'article 1843-3 du code civil.

Article 10 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives ; elles donnent lieu à une inscription au compte d
propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.
La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires du compte. Tout a
demander à la société une attestation d'inscription en compte.

Article 11 - Transmission des actions

Les actions et les autres valeurs mobilières sont transmissibles à l'égard de la société et des tiers
compte à compte. .La cession s'opère, envers la société et les tiers, par un ordre de mouvement s
ou de son mandataire. Cet ordre de mouvement est enregistré sur un registre tenu à cet effet au s
transfert de propriété et la propriété des actions résulteront de l'inscription celles-ci au compte d
des titulaires. La société est tenue de procéder à cette transcription le premier jour ouvré suivant
l'ordre de mouvement dès lors que celui-ci est complète.
Les actions non libérées des versements exigibles ne peuvent être cédées.

Toute transmission et cession d'actions même au profit d'un associé, du conjoint d'un ass
partenaire PACSÉ d'un associé est soumise à l'agrément préalable du président .
L'agrément, quand il existe, concerne toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant
propriété ou de la propriété démembrée des actions quelle qu'en soit sa qualification, y co
emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, scission). Le refus d'agrément de
absorbante lui confère un droit financier sur la valeur des actions dans les conditions prév
L'agrément s'applique aux cessions de droit d'attribution d'actions gratuites en cas d'incor
capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion. En cas d'augmentatio
émission d'actions de numéraire, la transmission des droits est soumise à agrément dans l
conditions que celles prévues pour les cessions d'actions. Il en est de même des renonciat
de souscription faite au profit de personnes dénommées.

Toute modification de la clause d'agrément ou la création d'actions de préférence assorties d'un
particulier ne peut intervenir qu'à l'unanimité des associés.
L'associé qui souhaiterait céder ses actions non frappées d'une clause d'inaliénabilité en cours de
notifier à chaque associé et au président de la société par lettre recommandée avec demande d'av
la cession projetée ; la notification devra contenir les informations ou documents suivants : les
bénéficiaire (nom, prénoms, domicile, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège, cap
d'identification, RCS, la liste des actionnaires ou associés et la répartition du capital) la nature d
projetée, le nombre d'actions dont le transfert est envisagé, leur prix ou la valeur retenue pour l'o
conditions de paiement ainsi que toutes les conditions et modalités importantes de la transaction
À compter de la réception de ladite lettre, chacun des associés de la société non cédant devra fai
décision d'acquérir dans les deux mois.
En cas de refus d'agrément tacite ou dûment notifié, le demandeur peut renoncer à l'opération dé
nature de l'opération le permet (la renonciation ne pouvant intervenir par exemple en cas de tran
décès).
Si la société n'agrée pas la personne désignée, le président est tenu, dans le délai de trois mois à
notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire, soit par un tiers, soit, a
consentement du titulaire des actions transférées, par la société en vue d'une réduction de capita

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article civil. Au vu du rapport d'expertise, chaque partie peut se désister à condition de le faire connaître les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.
Si, à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est consid donné, à moins que le demandeur n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. d'acquisition par la société et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit d acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le président à signer l'ordre de mouveme dans le bref délai qu'il fixera. À défaut de signature de ce document dans le délai imparti, la cess d'office sur signature de ce document par le président, puis sera notifiée au cédant avec invitatio au siège social pour recevoir le prix de cession. Ce prix sera à la disposition de l'associé.
En cas d'acquisition par la société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un d ou de les annuler.
La présente clause d'agrément est inapplicable en cas de réunion de toutes les actions en une seu Nantissement. Lorsque la société par l'intermédiaire de son président a donné son accord à un pr nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisatio titres gagés en application de l'article 2078 du code civil.

Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions

Sous réserve de droits particuliers conférés à des actions de préférence chaque action donne droi propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part à la quotité du capital social qu'elle représente.
Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.
La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulière l'associé s'engage à respecter les obligations imposées par l'un des articles des présents statuts.
Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre ; en conséquence, en cas de cession, échus et non payés et les dividendes à échoir resteront, sauf clause contraire, attachés aux action reviendront au cessionnaire.
Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions d lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert à son nom.
Toute action donne droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la m nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse actions indistinctement de toute exonération fiscale comme de toutes taxations susceptibles d'êt charge par la société.
À l'égard de la société, les actions sont indivisibles. Les copropriétaires d'actions sont tenus de s représenter pour chaque consultation par un seul d'entre eux ou par un mandataire pris en la per associé ; en cas de désaccord, le mandataire est désigné par le président du tribunal de commer référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.
Tout actionnaire indivis peut exercer l'information prévue par les présents statuts (art. 19).
Chaque action donne droit à une voix ; des actions de préférence sans droit de vote peuvent êt peuvent représenter plus de la moitié du capital.
Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage. La société ne peut valabl des actions souscrites, acquisses ou prises en gage par elle.
En cas de démembrement du droit de propriété de l'action, le droit de vote attaché à l'action app nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation des comptes et l'affectation de droit de vote est exercé par l'usufruitier. Le droit d'information prévu par l'article 19 des présen exercé par le nu-propriétaire et l'usufruitier.
Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconqu d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, d toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui re exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuelle de la vente du nombre de titres nécessaires.

Actions de préférence

Des actions de préférence par rapport aux actions ordinaires avec ou sans droit de vote assorties particuliers de toute nature temporaire ou permanent pourront être émises sous réserve des rest portée générale ou particulière applicable. L'émission, la conversion des actions de préférence à une décision des associés prise dans les conditions prévues à l'article ... et au vu d'un rapport commissaires aux comptes. En cas d'émission d'actions de préférence, le président ou l'organe un rapport indiquant les caractéristiques des actions de préférence proposées à l'émission et l'in éventuelle de l'opération sur la situation des titulaires de titres de capital.

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

La création des actions de préférence est soumise à la procédure des avantages particuliers des a
et L. 225-10 du code de commerce lorsqu'elles sont émises au profit d'un ou plusieurs associés d
qui le devient au moment de la souscription à condition qu'il soit nommément désigné, d'un com
apports devra être désigné par décision de justice dans les conditions de l'article 64 du décret du

Article 13 – Président

La société est représentée, dirigée, gérée et administrée par un président, personne physique ou
ou non de la société. En présence d'un associé unique, celui-ci exerce cette fonction ou désigne

Le président sortant est rééligible.

Le président ne peut être révoqué que pour un motif grave et par décision collective prise à la m
l'article 17 , en ce compris les droits de vote attachés aux actions détenues par le président.
En l'absence de motif grave établi, la révocation du président donnera lieu au versement d'une in
équitable au profit du président.

Lorsqu'une personne morale est nommée présidente de la société, les dirigeants de la personne
soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils éta
leur nom propre, en application de l'article L. 227-7 du code de commerce.
La personne morale président sera représentée dans sa fonction par son représentant légal perso
moins que la société ne préfère désigner un représentant spécial. Dans ce cas, pour être opposab
actions simplifiée, la personne morale est tenue de désigner dans le mois de sa nomination un re
personne physique pour la durée de son propre mandat de président. Le nom et les qualités de c
seront notifiés par lettre recommandée à la société. Si la personne morale président met fin aux
représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la SAS qu'à compter de la notificati
faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique (nom et qualités).
La dissolution de la personne morale présidente, la mise en redressement ou liquidation judiciai
transformation en une société d'une autre forme entraîneront de plein droit, sans formalité préal
l'arrivée de l'événement, la cessation des fonctions de président de la SAS.

Monsieur Jean Michel DE JAEGER est nommé Président de la société , à compter de ce jour et
de durée de son mandat.

Article 14 - Statut et pouvoirs du président

La rémunération du président est librement fixée par décision collective des associés de la socié
Toute modification de cette rémunération est également du domaine des décisions collectives d
Le président est le représentant légal de la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs l
pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social conformémen
227-6 du code de commerce.
Il exerce tous les pouvoirs à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou par
statuts aux décisions collectives des associés telles qu'énoncées à l'article 17 des présents statuts
cas où un autre organe de gestion est créé : et de ceux qui sont réservés à l'organe créé à l'articl
statuts).
Le président peut déléguer des pouvoirs spécifiques et délimités à toute personne de son choix
responsabilité pour toute décision prise par son mandataire.
Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du code du
président [variante : du directeur général ou du comité de direction].

Article 15 - Directeur général

Le président peut donner mandat à une personne physique de nationalité française ou à une pers
ayant son siège social en France, avec le titre de directeur général.

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

Cette personne peut être associée ou non ; lorsque le président nomme une personne morale, ce désigner un représentant permanent, personne physique, qui sera seul habilité à agir au nom de l morale directeur général. La personne morale directeur général peut, sous réserve d'en informer actions simplifiée par écrit au moins un mois à l'avance, sauf en cas d'urgence, mettre fin aux fo représentant permanent à tout moment et sans qu'il soit besoin d'aucun motif.
Le président fixe la rémunération du directeur général qui ne peut excéder celle restant à courir président. Toutefois, en cas d'incapacité durable, décès, démission ou révocation du président, le général reste en fonction jusqu'à la décision des associés nommant un nouveau président ou met fonctions.
Hormis ce cas de révocation par les associés, la révocation du directeur général est prononcée pa dans un document valant procès-verbal. La révocation n'a pas à être motivée et ne donne lieu à a et intérêts ou indemnité de quelque nature que ce soit.
En outre, pour le cas où le directeur général, personne physique ou personne morale, serait asso par actions simplifiée, sa révocation de plein droit interviendra sans autre formalité dès l'arrivée évènements ci-après :
- exclusion, dans les conditions définies aux présents statuts de l'associé dirigeant,
- interdiction de diriger, gérer, administrer une entreprise ou une personne morale,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire de la personne morale dirigeant,- dissolution de morale dirigeante,
- modification du contrôle de la personne morale dirigeante, au sens de l'article L. 223-3 du cod lorsque cette modification entraîne, dans les conditions prévues par les présents statuts, la suspe l'exercice des droits non pécuniaires de cet associé et son exclusion.
Le directeur général dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs de direction et de représenta président, le tout par application de l'article L. 227-6 du code de commerce ; si nécessaire, il ju l'étendue de ses pouvoirs par la production d'une copie certifiée conforme par le président des p d'une copie également certifiée conforme du procès-verbal de nomination et d'un extrait K bis.
En conséquence, dans les rapports avec les tiers, la société est engagée par les actes du directeu relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait ce pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts constituer cette preuve.
Sous réserve de ne pas déléguer l'intégralité de ses pouvoirs, le directeur général peut, sous sa r donner toute délégation de pouvoirs ponctuelle à toute personne physique de son choix pour un objets déterminés et sous réserve du respect des présents statuts.
A titre de règle interne, non opposable aux tiers, les décisions suivantes ne peuvent être prises p général qu'après l'autorisation préalable du président, exemples :
- cession totale ou partielle de tout fonds d'entreprise, branche d'activité, immeuble, titre de par
- opération de restructuration de la compétence du pouvoir exécutif tel qu'un apport partiel d'ac
- au-delà d'une somme de ... euros pour une seule et même opération quel qu'en soit la nature ou limitation en montant vaut pour la conclusion, la passation d'actes, de conventions, d'emprunts au-delà de la même limite, pour la résiliation, la modification, le renouvellement des contrats o cours ;
- la constitution de sûreté ou de garantie.

Article 16 - Conventions réglementées et courantes

Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et son pré directeur général s'il existe l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233- commerce, donnera lieu à l'établissement d'un rapport par le commissaire aux comptes. Échapp dispositions les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions n
Le président et le directeur général s'il existe doivent aviser le commissaire aux comptes des co intervenues et donc conclues au cours de l'exercice ;
Le commissaire aux comptes présente un rapport aux associés sur les conventions intervenues personnes interposées entre la société et l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des dr supérieure à 10 %.
Les associés intéressés par une convention sont tenus d'informer le président de la SAS dès qu' connaissance d'une convention à laquelle la procédure est applicable.
Les associés statuent sur ce rapport chaque année lors de l'approbation des comptes, l'associé i

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

prenant pas part au vote.
Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne in
éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences domma
société. En présence d'un associé unique, il est seulement fait mention au registre des décisions d
intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant. Pour les aut
intervenant entre la société et l'associé unique non dirigeant ou une société le contrôlant, l'établis
rapport du commissaire aux comptes est exigé.
Conventions courantes - Les conventions portant sur les opérations courantes, conclues à des co
normales et significatives pour au moins l'une des parties en raison de leur objet ou leurs implica
sont communiquées au commissaire aux comptes conformément à l'article L. 227-11 du code de
Pour apprécier le caractère significatif ou non de la convention au regard de la société, seront ret
critères appliqués dans le cadre des informations d'importance significative prévus par l'article 2
comptable.
Pour permettre l'exercice de ce droit de communication, tout dirigeant ou tout associé disposant
des droits de vote est tenu d'informer sans délai le président de la SAS.
Le président communique une copie de ces conventions selon les modalités arrêtées avec le com
comptes et au moins une fois par an, en même temps que la transmission des comptes. Pour les c
verbales, le président envoie un descriptif de la convention en précisant les personnes intéressées
objet, les modalités essentielles (prix, tarifs, ristournes, commissions, délais et modalités de paie
offertes).
Tout dirigeant et tout associé entrant dans le champ d'application des conventions, intéressé par
courante, est tenu d'en communiquer une copie sans délai au président de la SAS. En cas de con
l'intéressé s'engage à transmettre au président les renseignements prévus ci-avant, permettant à c
le descriptif de la convention aux fins de communication au commissaire aux comptes.
Chaque associé a le droit d'obtenir communication des conventions courantes au moins une fois
conditions prévues à l'article 19. En outre, il peut, entre deux consultations, demander par écrit la
d'une ou plusieurs conventions courantes sous réserve de les avoir identifiées et d'adresser à la so
photocopies et des frais d'envoi.
L'associé qui prend copie d'une convention s'interdit d'en divulguer le contenu à des tiers.
Conventions interdites - À peine de nullité du contrat, il est interdit au président et au directeur g
que des personnes morales, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de
faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement ainsi que de faire cautionn
la SAS leurs engagements avec les tiers, le tout en application de l'article L. 227-12 et autres co
par l'article L. 225-43 du code de commerce.

Article 17 - Décision des associés

Les décisions qui doivent être prises collectivement par les associés tant en vertu de la loi que de
statuts sont celles qui concernent :
- la transformation de la SAS en une société d'une autre forme ;
- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital ;
- la création de titres de capital ou de créance ainsi qu'il est indiqué à l'article 8 ;
- la fusion, la scission, la transformation de la SAS en une société d'une autre forme ou la dissolu
société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- la modification de dispositions statutaires à l'exception du pouvoir du président en matière de c
siège selon l'article 4 (pour le cas où d'autres modifications seraient du pouvoir du président, ajo
qui concerne le changement de ...) ;
- la nomination, la révocation et la rémunération du président ainsi qu'il est prévu aux articles 13
- la nomination de commissaires aux comptes en cours de la vie sociale ;
- l'approbation ou le refus des conventions réglementées selon la procédure de l'article 16;
- les comptes annuels et les bénéfices. À cet égard, au moins une fois par an et dans les six mois
l'exercice social, les associés sont consultés pour statuer sur les comptes annuels.

En présence d'actions de préférence, leurs titulaires sont consultés pour certaines opérations de n
atteinte à leurs droits dans les conditions prévues à l'article 12 sous la rubrique " Actions de pré
Toute autre décision relève du pouvoir du président ou du directeur général. À défaut de consult

JMdJ

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

associés dans les cas imposés par les textes, le président ou le dirigeant est passible des sanction prévues à l'article L. 244-2 du code de commerce.
Pour tous les domaines d'interventions énoncés ci-avant, les décisions des associés sont prises d selon les modalités prévues par le président.
Elles peuvent résulter d'une réunion des associés, d'une consultation écrite, de la signature d'un convention ou de tout moyen apportant une sécurité comparable.
La décision de consulter les associés appartient au président (s'il y a lieu au comité de direction) pour le directeur général ou le commissaire aux comptes de convoquer une assemblée en cas de président et après l'avoir mis en demeure de le faire.
Le président est autorisé à utiliser tout support électronique, télématique ou autre dont la produc admise à titre de preuve envers les tiers et les administrations ; ces supports seront admis tant p consultation des associés qui auront préalablement accepté ce mode de transmission et commun informatique, que pour la justification de celle-ci envers les tiers. Les moyens de visioconférenc l'article L. 225-107 du code de commerce et aux articles 145-2 à 145-4 du décret peuvent être u
À cet égard, il appartient au président d'apprécier sous sa responsabilité si le moyen de consulta des garanties suffisantes de preuve et respecter les droits des associés en toute transparence et p d'effectuer les formalités inhérentes à la décision prise ; les votes doivent être sécurisés et soun contrôle sous la responsabilité du président.
Les décisions autres que celles où la loi ou les présents statuts imposent l'unanimité sont prises absolue des voix des actionnaires ayant le droit de vote [s'il y a lieu : à l'exception des décision (notamment la révocation du dirigeant si les statuts prévoient une majorité renforcée)].
Pour le décompte de la majorité sont retenus les votes par mandataire régulièrement désigné qu admis ; les abstentions lors des réunions ou des consultations écrites sont considérées comme

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, pour les assemblées, un mandataire en la personne de son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux autre associé. Le mandat est donné pour l'ensemble des décisions à prendre au cours d'une asse
En cas de consultation écrite, l'associé vote personnellement.
Pour les décisions prises dans un acte, l'associé peut être représenté par toute personne de son c le mandat est régulier et spécial.
Une décision unanime des associés est exigée pour :
- toute augmentation des engagements d'un associé et notamment l'augmentation de la valeur n actions sauf par voie d'incorporation de réserve, la transformation de la SAS en une société en l'adoption d'un capital variable ;
- l'adoption ou la modification de clauses relatives à l'agrément de la société pour les transferts des présents statuts), l'inaliénabilité temporaire des actions (s'il y a lieu : art. ... des présents sta d'un associé, l'obligation pour un associé de céder ses actions, le tout conformément à l'article L
- les prises de décision dans un acte ainsi qu'il est prévu à l'article 18-C.
En présence d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts a lorsqu'une prise de décision collective est nécessaire. Les modalités de consultation des associé inapplicables.
L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions prises par l'associé unique sont re un registre qu'il aura fait coter et parapher.

Article 18 - Modalités pratiques de consultation

a) Assemblées. Les associés sont réunis en assemblée sur convocation du président ou en cas d du directeur général ou du commissaire aux comptes ainsi qu'il est prévu à l'article 17. Le comm comptes est convoqué à toute assemblée.
L'auteur de la convocation choisit le mode de convocation qu'il considère le mieux adapté et fix jour ; il donne connaissance aux associés par tout moyen approprié des résolutions devant être
L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu, suivant les indications figurant dans
Le délai entre la convocation et la tenue de l'assemblée est de huit jours .

Tout associé non présent physiquement peut exercer son droit de vote par mandataire ainsi qu'i l'article 17.
L'assemblée est présidée par le président associé de la société ou, à défaut, par l'associé présent détenant le plus grand nombre d'actions sous réserve qu'il accepte cette fonction ; le président

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

assister d'un secrétaire de son choix.
Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne responsabilité du président les éléments nécessaires à l'information des associés et des tiers et no du vote, intervenu résolution par résolution.
Ce procès-verbal est établi et signé par le président sur un registre spécial tenu au siège social, c Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans disco paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles pré utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion de feuilles est interdite.
Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par le pr
b) Consultation écrite. En cas de consultation écrite à l'initiative du président, il adresse, dans les considère les mieux adaptées, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécess l'information des associés et notamment ceux visés à l'article 19. Le commissaire aux comptes e informé de toute consultation écrite et du texte des résolutions proposées.
Ces associés disposent d'un délai de 10 jours à compter de la réception des projets de résolution leur vote ; le vote peut être émis par tous moyens, mais il doit l'être pour chaque résolution. Lo document ou le support n'exprime pas un vote précis pour une ou plusieurs résolutions, l'associé s'être abstenu.
En cas de vote par télécopie, celle-ci sera datée, paraphée au bas de chaque page et signée sur la par l'associé qui l'émet.
Pour qu'une télécopie soit admise comme exprimant un vote, il convient que pour chaque résolu " oui " ou par " non " soit nettement exprimé ; à défaut l'associé sera considéré comme s'ab réception, les télécopies sont paraphées et signées par le président qui les annexe au procès-verb consultation.
L'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de technique lié au transfert des télécopies ; le principe demeure que chaque associé participe pers consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant leur manifestation.
Tout associé qui n'aura pas voté dans le délai prévu ci-avant sera considéré comme ayant voulu
Le président établira un procès-verbal faisant état des différentes phases de la consultation et su porté le vote de chaque associé ou le défaut de réponse ; les supports matériels de la réponse de quand ils existent, seront annexés au procès-verbal.
c) Actes. Les associés, à la demande du président, prennent les décisions dans un acte ; l'appos signatures et paraphes de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le co comptes est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision ; une copie de l'acte pr adressée sur simple demande.
Cet acte devra contenir : les conditions d'information préalables des associés et, s'il y a lieu, de nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à ac (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.
L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la société pour être enliass des procès-verbaux.
Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date de l'acte, les nom et prénoms de tous les signataires de cet acte.
Pour les besoins des tiers ou des formalités, le président établit des copies certifiées conformes

Droit des membres du comité
En cas de réunion d'une assemblée, deux membres du comité peuvent y assister en application 432-6-1 du code du travail. Le comité représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, pe président d'inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée des projets de résolution dont le texte sera jo Cette demande devra être adressée dans un délai de dix jours au moins avant la date de l'assemb demande sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou par un moyen électroni télécommunication que le président aura fait connaître au comité d'entreprise. Le président de l réception du projet de résolution selon les mêmes moyens.

Article 19 - Information des associés

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du commiss et/ou à un rapport du président, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la pas lieu par voie de réunion des associés ; ces mêmes documents sont communiqués au comité
Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent, 8 jours a prévue, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes est établi, du rapport de gestion établi par le président ou l'organe habilité à cet effet, du ou des

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

commissaires aux comptes, du tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exerc
conventions courantes conclues à des conditions normales visées à l'article 16 des présents statut
jour comporte la nomination du président et/ou d'un membre d'un organe collégial de direction,
ou de surveillance les nom, prénoms usuel et âge des candidats, leurs références professionnelles
activités professionnelles au cours des cinq dernières années feront parti des documents et rens
à la disposition des associés. S'il y a lieu : Dès la réception de la convocation et jusqu'au 5e jou
avant la réunion tout associé peut demander par écrit l'envoi de ces mêmes documents.
Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie p
réclamés par la société. Il appartient au président d'assurer aux associés une information loyale
décisions qu'ils ont à prendre.
Pour les conventions dont l'associé prend copie, il sera tenu à l'interdiction d'en divulguer le con
ainsi qu'il est indiqué à l'article 16.
Tout associé a le droit d'obtenir communication des statuts (et de la liste des associés). Tout asso
par écrit une ou plusieurs questions liées à l'ordre du jour de la décision collective ; ces questio
parvenir au moins 5 jours avant la date de la tenue de cette réunion. Le président de la SAS est t
à ces questions.

Article 20 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre : par exception, le premier e
comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du com
sociétés et le 31 Décembre 2020.

Article 21 - Établissement des comptes sociaux

À la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et
à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) en se conformant aux disp
ou réglementaires applicables en ce domaine. Il établit un rapport de gestion.

Article 22 - Approbation des comptes sociaux et affectation des résultats

Une décision collective des associés ou l'associé unique approuve les comptes, sur rapport du c
comptes dans un délai de 6 mois (six mois pour l'associé unique) à compter de la clôture de l'e
Cette décision peut être prise en assemblée, par consultation écrite ou dans un acte au choix du
réserve d'une information des associés, conformément à l'article 19 des statuts.
La décision collective ou l'associé unique se prononce également sur l'affectation à donner au r
exercice.
Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélève
vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit " réserve légale ". Ce pré
d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il re
lorsque, pour une cause quelconque, la " réserve légale " est descendue au-dessous de cette fr
Les associés décident souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas éch
bénéficiaires antérieurs ; ils déterminent notamment la part attribuée aux actionnaires sous for
Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont
disposition.
Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'assemblée dans un délai
mois à compter de la clôture de l'exercice.

Article 23 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la socié
inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu de consulter les associés dans les qu
suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lie
anticipée de la société. La résolution adoptée par les associés est publiée et donne lieu à l'accon
formalités réglementaires.
À défaut de consultation des associés, la dissolution éventuelle pourra être demandée dans les

Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700

à l'article L. 225-248 du code de commerce.
Pour le cas où la dissolution n'est pas prononcée, la procédure de régularisation aura lieu confor
prescriptions de l'article L. 225-248 du code de commerce.

Article 24 - Dissolution – Liquidation

I) À toute époque et en toutes circonstances, une décision des associés peut prononcer la dissolu
la société. Un an, au moins, avant la date d'expiration de la durée de la société, le président conv
à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non.
La dissolution pourra également intervenir par décision judiciaire dans les cas prévus par la loi.
À l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, les associés, sur la proposition du
règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs, dont ils déterminent les
La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du président et de tous mandataires, ainsi q
commissaires aux comptes ; la collectivité des associés conserve, sauf décision contraire de sa
légaux ou fixés aux présents statuts.
Si des actions de préférence ont été créées conférant un dividende prioritaire prévu à l'article 22,
Le produit de la liquidation après extinction du passif et déduction des frais et charges de liquida
par priorité, à rembourser en espèces, le montant des actions B puis, s'il y a lieu, le montant non
intégralement versé du dividende prioritaire. Ensuite le produit restant servira à rembourser le m
actions A. Le solde, s'il en existe, est réparti entre les titulaires des actions A et des actions B
proportionnellement au capital qu'elles représentent.
II) En présence d'un associé unique, personne morale, la dissolution de la société décidée par ce
transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liqui
Cette transmission et l'exercice éventuel des droits des créanciers auront lieu conformément aux
et 1844-8 modifiés du code civil.

Article 25 – Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidat
associés et la société ou le président, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires
soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

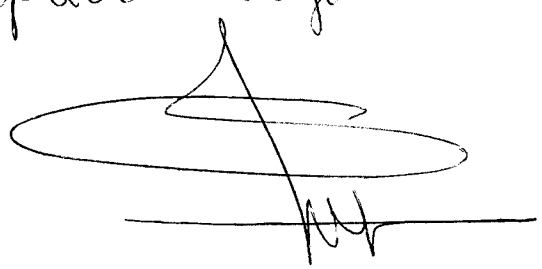
Article 26 - Jouissance de la personnalité morale

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au re
commerce et des sociétés.
Toutefois, les soussignés déclarent accepter purement et simplement les actes accomplis par Mr
le compte de la société en formation, tels qu'ils sont énoncés dans un état annexé aux présents st
l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la société, étant précisé qu
tenu à la disposition des associés (qui ont pu en prendre copie) trois jours au moins avant la date
En conséquence, la société reprendra, purement et simplement, lesdits engagements dès qu'elle
immatriculée au registre du commerce et des sociétés. L'immatriculation de la société emportera
reprise par elle desdits engagements.

Fait à Montrou
E

Signature des associés - Les soussignés dont les nom, prénoms, domicile et qualités figurent en
déclarent avoir pris connaissance des présents statuts et les approuver entièrement.

Bon pour acceptation des fonctions de Prés



Copie certifiée conforme
FC / 20/11/2019 16:00:56
N° de dépôt - 2019/74096 / 879048700